

D 918 MEXIQUE: 600 PAYSANS MARCHENT SUR MEXICO

Le Mexique connaît lui aussi ses conflits pour la propriété de la terre. C'est dans le Chiapas, au sud du pays, que la situation est périodiquement la plus tendue (cf. DIAL D 320 et 340). Dans l'opinion publique, le Mexique est davantage connu sous son aspect de modernité et de société déjà entrée dans l'ère de l'industrialisation. Mais il y a aussi "l'autre Mexique" (cf. DIAL D 727). Nous donnons ci-dessous un rapide dossier des conflits de la terre dans le Chiapas, au cours des derniers mois.

Note DIAL

QUELQUES CONFLITS SIGNIFICATIFS DE LA TERRE AU CHIAPAS

1- Occupation de terres

Les paysans du Domaine San Fernando et du Domaine Estrella, tous deux dans la commune d'Amatán, avaient depuis des années mais en vain demandé la propriété de la terre dans ces deux domaines, conformément à la législation agraire du Mexique selon laquelle la terre appartient à ceux qui la travaillent. Avec le soutien de la Centrale indépendante des ouvriers et salariés de la campagne (CIOAC), ils ont occupé les deux domaines et expulsé les propriétaires et les régisseurs.

2- Occupation d'une mairie (1)

Les paysans communautaires (membres d'une commune indienne) de San Juan El Bosque ont occupé la mairie du lieu le 15 août 1983. Aussitôt, des policiers de la "Sûreté publique de l'Etat" sont arrivés et ont pris depuis le contrôle de la situation. Les paysans communautaires ont voulu, par ce geste, protester contre l'arbitraire du maire et contre les abus de pouvoir des membres de la sûreté publique contre le "Commissariat" (l'autorité rurale indienne) et contre les paysans.

3- Marche des paysans de Villa Las Rosas sur la ville de Venustiano Carranza

Le mardi 7 septembre, 200 à 250 paysans de Villa Las Rosas ont pris la direction de Venustiano Carranza. Comme ils passaient vers 11 H 30 du matin à côté de l'usine sucrière de Pujiltilc ils ont reçu l'apport d'autres paysans des nouveaux centres de population qui ont été créés dans la région. La manifestation était due à des arrestations arbitraires, à des dispari-

(1) La structure administrative, sous contrôle effectif du gouverneur de l'Etat, double la structure indienne communale (NdT).

tions de paysans, et à des séquestrations par les forces de la sûreté publique. Les manifestants réclamaient la fin des actions illégales de la part des autorités et la remise en liberté des prisonniers politiques.

Tôt le matin du même jour, une commission avait pris les devants. A l'arrivée à Venustiano Carranza, ses membres rencontrèrent le maire de la ville. Celui-ci leur déclara qu'il n'avait rien à voir avec cette affaire mais qu'ils pouvaient s'adresser au procureur de la justice qui se trouvait précisément ce jour-là à Venustiano Carranza. Au cours de leurs démarches les paysans se rendirent compte que les forces de la sûreté publique occupaient la place centrale de la ville. Le procureur les renvoya à son tour au juge de première instance, lequel leur déclara que lui non plus ne pouvait rien pour eux.

Pendant ce temps-là, la marche des paysans était arrivée à l'église San Pedro où les retrouvèrent les paysans de Carranza. Ils n'obtinrent pas satisfaction.

Le lendemain, vers 8 H du matin, arriva l'avocat de Tuxtla Gutiérrez, la capitale du Chiapas, chargé de la négociation. Mais l'avocat des paysans ne put arriver qu'à 1 H de l'après-midi, par suite du manque de transport, alors qu'il n'y avait plus personne à la mairie.

Le vendredi 9, les autorités judiciaires déclarèrent que, "sur ordre supérieur", elles ne pouvaient rien faire et que des mandats d'arrêt avaient été délivrés contre d'autres paysans. Il faut rappeler que des charges avaient été inventées contre les paysans dirigeants de la communauté indienne, accusés d'avoir volé du bétail et autres crimes imaginaires.

Mais grâce à la marche entreprise avec d'autres communautés sur Mexico (cf. ci-après), ils finirent par obtenir la libération des prisonniers.

4- La marche des paysans sur Tuxtla Gutiérrez et sur Mexico

En raison de la dégradation continue de la situation des paysans, par suite de la non application des décrets présidentiels qui leur attribuent ou leur reconnaissent la tenure de la terre; suite aux agressions des grands propriétaires fonciers qui bénéficient de soutiens officiels, et à la corruption administrative au niveau de certains maires; à cause de l'action répressive de la police et parce que les autorités locales se refusent à régler leurs problèmes, la Centrale indépendante des ouvriers et salariés de la campagne (CIOAC) et l'Organisation paysanne Emiliano Zapata (OCEZ), conjointement avec neuf autres organisations populaires et partis politiques, ont décidé d'organiser une marche de paysans sur la capitale de l'Etat. Des paysans de Simojovel, Tenejapa, Margaritas, Independencia, Venustiano Carranza, Villa Las Rosas et Villa Flores sont partis de leurs localités le 25 septembre. Ils arrivèrent à la capitale de l'Etat trois jours plus tard.

Au cours du rassemblement sur la place centrale, en face du palais du gouvernement, ils réclamèrent:

- 1) la remise en liberté des paysans de leurs communautés qui avaient été injustement arrêtés pour motifs politiques;
- 2) la fin de la répression contre les paysans;
- 3) la levée du quasi état de siège dans lequel les forces de la sûreté publique et les tueurs à gages maintiennent certains villages;
- 4) la réinstallation des familles touchées par le barrage Itzantún (près de la localité de Simojovel);

5) le respect de la possession de la terre et de ses véritables maîtres qui sont, conformément à la législation mexicaine, les paysans qui la travaillent.

Comme le gouverneur de l'Etat de Chiapas n'avait pas voulu accéder à leurs demandes, ils décidèrent de se rendre à pied jusqu'à Mexico, à plus de mille kilomètres de là.

Pendant la marche il y eut de nombreuses manoeuvres pour les empêcher de continuer. On essayait de les faire revenir à Tuxtla Gutiérrez pour une négociation sur leurs exigences, mais sans leur garantir des réponses positives. Alors qu'ils arrivaient à Mexico, ils apprirent que le gouvernement du Chiapas avait remis en liberté les vingt-cinq paysans qui avaient été arrêtés en raison de leur solidarité avec la lutte des communautés indiennes. Il y avait parmi les libérés les paysans de Villa Las Rosas récemment arrêtés.

Dans les localités où ils passaient, les marcheurs étaient accueillis par des groupes de paysans, d'ouvriers et d'étudiants qui leur offraient la nourriture, le toit, le vêtement, les soins médicaux et, parfois, des moyens de transport pour une petite partie du chemin. Les groupes qui les aidaient étaient des organisations qui luttait par ailleurs en différents domaines pour une situation plus juste des pauvres et des opprimés, et qui avaient déjà expérimenté les réticences des autorités corrompues par rapport à leurs demandes légitimes, et même la répression.

C'est ainsi que le 18 octobre arrivèrent à Mexico cinq cent soixante-six paysans. Il y avait là non seulement des hommes, mais aussi des vieillards, des femmes et des enfants qui avaient voulu les accompagner dans leur marche. Dans la capitale ils reçurent le soutien de différentes organisations populaires et partis politiques; ils réussirent à parler avec des hauts fonctionnaires des divers secrétariats d'Etat compétents pour régler les questions qu'ils soulevaient depuis un certain temps.

Après avoir reçu la garantie que la majorité de leurs demandes recevraient une réponse immédiate, ils retournèrent dans leurs villages respectifs pour reprendre leur travail.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441